



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société d'Exploitation Eolienne de JANS

La Butte du moulin VC1
Lande de Quilevrant - La Douve
44170 JANS

Références : 2022 N4 257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement Société d'Exploitation Eolienne de JANS implanté La Butte du moulin VC1 Lande de Quilevrant - La Douve 44170 JANS . L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 9 février 2022, un avocat agissant pour le compte de riverains a saisi le préfet en demandant de mettre en demeure la société titulaire de l'autorisation environnementale pour le futur projet de parc éolien de cesser l'exécution des travaux et ce, sans délai.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Exploitation Eolienne de JANS
- La Butte du moulin VC1 Lande de Quilevrant - La Douve 44170 JANS
- Code AIOT dans GUN : 0006307228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Projet de parc éolien ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 octobre 2014 pour la construction de 6 aérogénérateurs

Attente de la décision de la cour d'appel pour valider la procédure de régularisation administrative du site par l'intermédiaire de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2021 (suite à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Nantes en date du 13 avril 2021, n° 20NT02189)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect de l'ordonnance de la cour administrative d'appel en date du 3 août 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suspension de l'exécution de l'arrêté préfectoral	Ordonnance du 03/08/2021, article 1	/	Sans objet
Mesure de compensation	Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 9 mars 2022 n'a pas mis en évidence de non-conformité. L'ordonnance de suspension de l'exécution de l'arrêté du 29 octobre 2014 en date du 3 août 2021 est bien respectée par l'exploitant du parc éolien (et ce jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur ce dossier).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suspension de l'exécution de l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Ordonnance du 03/08/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suspension des travaux
<p>Prescription contrôlée : Par une ordonnance en date du 3 août 2021, le juge des référés de la Cour Administrative d'Appel de Nantes a prononcé la suspension de l'exécution de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2014 concernant le projet de parc éolien exploité par la société d'Exploitation Eolienne de Jans, notamment du fait que l'avis environnemental de l'époque n'a pas été rendu par une autorité indépendante</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de travaux en cours sur le périmètre de l'autorisation environnementale ICPE, - l'absence de démarrage des travaux au niveau des futures plates-formes au droit des futures éoliennes, au niveau des liaisons inter-éoliennes et des chemins d'accès aux éoliennes - que des travaux ont été réalisés récemment en dehors du périmètre correspondant à l'autorisation environnementale du parc éolien pour poser les câbles servant à alimenter le futur parc éolien (câble d'alimentation depuis le poste source vers le poste de livraison). Un plan joint en annexe permet de repérer le tracé des travaux d'enfouissement réalisés (le tracé a été suivi lors de l'inspection jusqu'au lieu-dit la Hutte sans aller jusqu'au poste source) comparativement au tracé des futures liaisons internes du projet de parc éolien. <p>Ces constats viennent confirmer les éléments recueillis en amont de l'inspection à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les travaux d'ores et déjà engagés dans le voisinage du projet ont été réalisés par ENEDIS pour enfouir le câble d'alimentation du futur parc éolien, - que l'exploitant nous a confirmé dans un message électronique en date du 8 mars 2022 ne pas avoir démarré les travaux correspondant à l'autorisation environnementale du projet de parc éolien et ne pas avoir programmé ces travaux dans l'attente de la décision de la cour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : La mesure de compensation de l'impact paysager du parc éolien de Jans, prescrite à l'article 2.1 de l'arrêté de permis de construire du 23 octobre 2014, consistant en la plantation de 550 m linéaires de haies bocagères au centre du site éolien est remplacée par la mesure suivante : avant la réalisation des travaux de construction du parc éolien de Jans, un financement d'un montant de 5 000 € sera attribué par la société Exploitation Eolienne de Jans au Syndicat Intercommunal du Bassin versant du Don sous forme de subvention à ses actions de plantations bocagères. Les justificatifs de réalisation de cette mesure (convention, attestation de versement de la subvention...) sont à fournir à l'inspection avant la mise en service du parc éolien.
Constats : En amont de l'inspection il a été demandé à l'exploitant si cette mesure avait d'ores et déjà été mise en oeuvre. L'exploitant a répondu que l'ensemble des prescriptions à mettre en œuvre avant la mise en service du parc sont suspendues dans l'attente de la décision de la cour quant à la régularisation administrative du parc éolien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet